



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Cahier des clauses administratives particulières

Réalisation de cartes de végétation et de morphologie
Campagnes 2026-2029

Référence de la consultation

Dreal_CVL_SIEL_2026-2029

Pouvoir adjudicateur

État – Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

Représentant le pouvoir adjudicateur

Le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire

5 avenue Buffon – CS 96 407

45 064 Orléans Cedex 2

Tél. : 02-36-17-41-41

Fax : 02-36-17-41-01

Mail : dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

Objet de la prestation

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de cartographies de végétation et de morphologie des vallées du Cher, de la Loire Moyenne, de la Loire Bourguignonne et de l'Allier– Campagnes 2026-2029

Procédure de passation

Procédure formalisée – Appel d'Offre ouvert

Date et heure limite de remise des plis

07/12/2025 – 23h00

Code GM : 40.01.13

Code CPV : 90700000 – Services relatifs à l'environnement

Code CPV secondaire : 73110000- services de recherche

Affaire suivie par

Ewen LEBLANC – SEBRINaL/DPL/UTIL
Tél : 02 36 17 41 96
Courriel : ewen.leblanc@developpement-durable.gouv.fr

Sommaire

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION	5
ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 4 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	6
5.1 Cadre général	6
5.2 Reconduction de l'accord-cadre	6
ARTICLE 6 - FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS.....	6
6.1 Tranche ferme	6
6.2 Tranche optionnelle	6
ARTICLE 7 - LIEU D'EXECUTION.....	6
ARTICLE 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
9.1 Représentation des parties	7
9.1.1 Représentation de l'acheteur.....	7
9.1.2 Représentation du titulaire	7
9.2 Conditions d'exécution.....	8
9.2.1 Remplacement des intervenants	8
9.2.2 Délais d'exécution des prestations.....	8
9.2.3 Emission et exécution des bons de commande.....	8
9.2.4 Pilotage	9
9.2.5 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance	9
9.2.6 Obligation d'information.....	9
9.3 Responsabilité du titulaire	10
9.4 Considérations sociales	10
9.5 Considérations environnementales.....	10
9.6 Constatation de l'exécution des prestations	10
9.6.1 Contrôle	10
9.6.2 Opérations de vérification.....	10
9.6.3 Décisions après vérification.....	10
9.7 Garantie.....	10
9.8 Pénalités.....	11
9.8.1 Pénalités de retard.....	11
ARTICLE 10 - REGIME FINANCIER.....	11
10.1 Forme et contenu des prix	11
10.2 Variation des prix	11
10.3 Avances	12
10.4 Modalités de paiement	12
10.4.1 Modalités financières	13
10.4.1.1 Intérêts moratoires	13
10.4.1.2 Modalités de facturation	14
10.4.1.3 Mentions obligatoires.....	14
10.4.1.4 Taux de TVA.....	14
10.4.1.5 Monnaie.....	14
10.4.1.6 Transmission des factures	14
10.5 Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	15
ARTICLE 11 - DISPOSITIONS DIVERSES	16
11.1 Echanges dématérialisés	16
11.2 Langue.....	16
11.3 Sous-traitance	16
11.4 Propriété intellectuelle	17

11.5	Assurances	18
11.6	Autres obligations administratives.....	18
11.7	Résiliation.....	19
11.8	Différends.....	19
11.9	Litiges et contentieux	19
ARTICLE 12 -	DEROGATIONS AU CCAG	19

Article 1 - IDENTIFICATION

Pouvoir adjudicateur : État - Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

Représentant le pouvoir adjudicateur : Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire

5 avenue Buffon - CS 96407

45064 Orléans Cedex 2

Tél. : 02-36-17-41-41

Fax : 02-36-17-41-01

Mail : dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

Article 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de cartographies de végétation et de morphologie des vallées du Cher, de la Loire Moyenne, de la Loire Bourguignonne et de l'Allier – Campagnes 2026-2029

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services

Code GM : 40.01.13

Code CPV : 90700000 – Services relatifs à l'environnement

Code CPV secondaire : 73110000- services de recherche

Article 3 - ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre est alloti géographiquement en 6 lots.

- Lot 1 : Carte de végétation de la vallée du Cher, de Montluçon (dans l'Allier) jusqu'à la confluence avec l'Arnon (dans le Cher)
- Lot 2 : Carte de végétation de la vallée de la Loire Moyenne, du Bec d'Allier (frontière Cher/Nièvre) à la confluence avec la Vienne (commune de Candes-Saint Martin en Indre et Loire)
- Lot 3 : Carte de morphologie de la Loire Bourguignonne de la commune de Saint-Aubin sur Loire (Saône et Loire) jusqu'au Bec d'Allier (frontière Cher/Nièvre)
- Lot 4 : Carte de végétation de la vallée de l'Allier, de Vieille-Brioude (Haute-Loire) jusqu'au Bec d'Allier (frontière Cher/Nièvre)
- Lot 5 : Carte de morphologie de la Loire Moyenne, du Bec d'Allier (frontière Cher/Nièvre) à la confluence avec la Vienne (commune de Candes-Saint Martin en Indre et Loire)

- Lot 6 : Carte de morphologie de l'Allier de la commune de Contigny (Allier) jusqu'au Bec d'Allier (frontière Cher/Nièvre)

Article 4 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est mono-attributaire.

Le montant maximal du présent accord-cadre est fixé à 562 000 euros HT.

Les montants maximaux par lot sont les suivants :

Lot 1 : 54 166,67 € HT / 65 000 € TTC

Lot 2 : 130 833,33€ HT / 157 000 € TTC

Lot 3 : 35 000 € HT / 42 000 € TTC

Lot 4 : 99 166,67 € HT / 119 000 € TTC

Lot 5 : 157 500 € HT / 189 000 € TTC

Lot 6 : 85 333 € HT / 102 400 € TTC

Le présent accord-cadre [ou le cas échéant le lot concerné] cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Article 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

5.1 Cadre général

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 48 mois à compter de sa date de notification.

5.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre ne fait l'objet d'aucune reconduction.

Article 6 - FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS

6.1 Tranche ferme

Sans objet.

6.2 Tranche optionnelle

Sans objet.

Article 7 - LIEU D'EXECUTION

Lot 1 : Carte de végétation de la vallée du Cher, de Montluçon (dans l'Allier) jusqu'à la confluence avec l'Arnon (dans le Cher)

Lot 2 : Carte de végétation de la vallée de la Loire Moyenne, du Bec d'Allier (frontière entre la Nièvre et le Cher) à la confluence avec la Vienne (commune de Candes-Saint Martin en Indre et Loire)

Lot 3 : Carte de morphologie de la Loire Bourguignonne de la commune de Saint-Aubin sur Loire (Saône et Loire) jusqu'au Bec d'Allier (frontière entre la Nièvre et le Cher)

Lot 4 : Carte de végétation de la vallée de l'Allier, de Vieille-Brioude (Haute-Loire) jusqu'au Bec d'Allier (frontière entre la Nièvre et le Cher)

Lot 5 : Carte de morphologie de la Loire Moyenne, du Bec d'Allier (frontière entre la Nièvre et le Cher) à la confluence avec la Vienne (commune de Candes-Saint Martin en Indre et Loire)

Lot 6 : Carte de morphologie de l'Allier de la commune de Contigny (Allier) jusqu'au Bec d'Allier (frontière entre la Nièvre et le Cher)

Article 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de chaque lot sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son/ses annexe(s) dont l'annexe financière ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé le 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique du titulaire et ses annexes.

Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Représentation des parties

9.1.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

9.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Ce ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

9.2 Conditions d'exécution

9.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai **de 15 jours** à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

9.2.2 Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution sont de **24 mois pour chaque bon de commande**.

9.2.3 Emission et exécution des bons de commande

Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Les bons de commande sont notifiés par PLACE. Conformément à l'article 3 du CCAG de référence, si le bon de commande est notifié par le biais du profil d'acheteur, le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a été adressé. Cette notification est certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique. A défaut de consultation, la notification est présumée dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Le bon de commande vaut début d'exécution des prestations.

Chaque bon de commande, et son éventuelle annexe, précise notamment :

- le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement nécessaire à la transmission de la facture)
- la date d'émission du bon de commande
- la référence de l'accord-cadre

- les coordonnées du bénéficiaire (notamment le SIRET nécessaire à la transmission de la facture)
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- la date de livraison prévisionnelle
- les lieux d'exécution des prestations

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit, par dérogation au CCAG de référence, les notifier à l'acheteur dans un délai de sept jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire/les titulaires est/sont mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire/les titulaires signale/signalent à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il(s) lui indique(nt) la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 6 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

9.2.4 Pilotage

Voir CCTP.

9.2.5 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée est prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

9.2.6 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

9.3 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

9.4 Considérations sociales

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

9.5 Considérations environnementales

Pour le suivi des prestations, le titulaire utilise, sauf nécessité dûment justifiée, les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence, etc.).

Les livrables sont communiqués par voie dématérialisée. En cas de nécessité d'impression, celle-ci devra se faire sur du papier labellisé PEFC (avec une garantie de produit à 70 % minimum de fibres recyclés ou de fibres issues de forêts certifiées PEFC).

Un critère d'attribution environnemental est également prévu dans le RC.

9.6 Constatation de l'exécution des prestations

9.6.1 Contrôle

Par dérogation au CCAG-PI, les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCTP.

9.6.2 Opérations de vérification

Par dérogation au CCAG-PI, les opérations de vérification sont effectuées en application du CCTP.

9.6.3 Décisions après vérification

Par dérogation au CCAG-PI, les décisions après des opérations de vérification sont effectuées en application du CCTP.

9.7 Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie technique prévue au CCAG de référence.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

9.8 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

9.8.1 Pénalités de retard

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 500$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité en EUR HT

R = nombre de jours calendaires de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Par dérogation au CCAG de référence, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation au CCAG de référence, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

Article 10 - **REGIME FINANCIER**

10.1 Forme et contenu des prix

Les prix sont unitaires et figurent dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement de chaque lot.

10.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Les prix sont détaillés dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

Ils s'entendent hors taxes et seront majorés de la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Une révision des prix est prévue au marché et s'effectue annuellement, à la date anniversaire de la notification du marché, au moyen du Coefficient de révision déterminé par la formule suivante :

$$P = Po (I-3 / Io)$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

Po = prix fixé dans l'offre du titulaire

Io = valeur de l'index SYNTEC en vigueur au mois d'établissement des prix

I-3 = valeur de l'index SYNTEC trois mois avant la date d'anniversaire de la notification du marché

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

10.3 Avances

Conformément aux articles R. 2191-3 et R. 2191-16 du code de la commande publique, une avance sera accordée à la demande du titulaire pour les bons de commande supérieurs à 50 000 euros HT.

Le taux de l'avance est de 10 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois et, le cas échéant de 30 % pour les petites et moyennes entreprises.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

10.4 Modalités de paiement

Conformément aux articles R. 2191-21 et suivants du code de la commande publique, des paiements pourront intervenir à l'issue de chaque phase, sans préjudice de la possibilité pour le titulaire de présenter un décompte tous les trois mois, sur la base des prestations effectuées et après constat du service fait (partiel ou total).

La répartition des paiements proposée est la suivante :

- 1^{er} paiement suite à la photo-interprétation
- 2^{ème} paiement suite à la prospection terrain
- 3^{ème} paiement suite à la réception de l'atlas, des couches et du rapport

Chaque paiement sera déclenché suite à la réception d'un livrable.

- Le 1^{er} paiement sera déclenché suite à l'envoi de la couche non corrigée
- Le 2^{ème} paiement sera déclenché suite à l'envoi de la couche non corrigée de la prospection terrain
- Le 3^{ème} paiement sera déclenché suite à l'envoi de l'atlas, des couches corrigées et du rapport

Le montant de chaque paiement correspondra à ce qui sera inscrit dans le bon de commande.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R. 2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

10.4.1 Modalités financières

10.4.1.1 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

10.4.1.2 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

10.4.1.3 **Mentions obligatoires**

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture,
- la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.
- le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique)

10.4.1.4 **Taux de TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

10.4.1.5 **Monnaie**

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

10.4.1.6 **Transmission des factures**

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;

- saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/>

rubrique « nous contacter » En cas de première mise en place de la facturation électronique et dans le respect de l'obligation de transmission des factures par voie dématérialisée telle que précisée à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire dispose d'un délai maximum de trois mois, à compter de la notification, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la facturation par voie dématérialisée.

10.5 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 11 - DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique donnée au titulaire à la notification du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent :

- par messagerie électronique
- via le profil d'acheteur

11.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

11.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAI <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

11.4 Propriété intellectuelle

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP. Le présent accord-cadre fait application des articles 32 à 37 du CCAG-PI.

Durant la période d'archivage des fichiers originaux des prises de vue chez le prestataire, ce dernier n'est pas autorisé à faire usage desdits fichiers.

11.5 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

11.6 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire *sur la boîte suivante* : ewen.leblanc@developpement-durable.gouv.fr

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

11.7 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

- En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant estimatif hors taxes de l'accord-cadre indiqué à l'avis d'appel à la concurrence, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

11.8 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

11.9 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif d'Orléans.

Article 12 - DEROGATIONS AU CCAG

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG.

Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaire
Article 9.2.3	Article 3.7 du CCAG-PI	
Article 9.6	Article 28 du CCAG-PI	
Article 9.8.1	Article 14	